



G9-00055  
554110  
sc.social

Filière : B1L

Session : 2022

Épreuve de : Sciences sociales

### Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Le développement des réseaux sociaux a favorisé l'émergence de nouvelles activités rémunérées. Le phénomène des influenceurs qui reçoivent, en contre-partie de leur présence et du contenu qu'ils diffusent, des sommes parfois colossales interroge le lien entre le niveau de diplôme ou le temps passé au sein d'une institution scolaire et le niveau de revenu d'un individu et pose une question : investir dans l'éducation est-il rentable ?

L'éducation est un processus qui a lieu d'abord au cours de la socialisation primaire avec la transmission de savoirs par les parents, puis au sein de l'institution scolaire le temps où l'individu fait des études. L'éducation désigne également un secteur de l'économie géré par l'État et financé par divers acteurs dont le principal est l'État mais on trouve également un financement de la part des ménages, des collectivités territoriales, des entreprises. Le financement de l'école par l'État se fait sous la forme de subvention, à partir des prélèvements obligatoires, ce qui représente pour les individus des prestations en nature. L'investissement de l'État dans l'école correspond à la prise en charge par l'État d'une partie du coût de l'école au nom des externalités positives qu'elle dégage. Au niveau de l'individu, l'investissement

## NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

dans l'éducation présente deux coûts principaux : les coûts directs liés au financement des études (le prix à payer pour être inscrit dans une école et les frais divers que cela peut engendrer tels que se loger ou se déplacer) mais aussi le coût d'opportunité de faire des études qui ne sont pas une forme de travail rémunéré. Le coût d'opportunité d'un individu qui fait des études s'estime par le salaire qui n'est pas perçu. Ainsi, qu'est-ce qu'un investissement dans l'éducation qualifié de "rentable" ? En microéconomie, pour que les activités d'un producteur se situent au dessus du seuil de rentabilité, il faut que le prix de vente soit supérieur au coût moyen de la production. Dans cette optique, la rentabilité de l'investissement dans l'éducation se mesure par la différence observée entre le salaire moyen perçu par un individu à l'issue de sa formation et le long de sa vie et le coût de l'investissement scolaire. Si la différence est positive, l'investissement est rentable - si la différence est négative, alors l'investissement n'est pas rentable. Toutefois, cette approche de la rentabilité laisse de côté les rétributions symboliques qui aurait pu générer un investissement dans l'éducation pour se concentrer sur les rétributions matérielles. L'importance du diplôme de nos jours pour trouver un emploi semble justifier un investissement conséquent dans l'éducation. Cependant l'"inflation scolaire" (Raymond Boudon). des années 1980-1990 en France montre que cet investissement n'est pas toujours rentabilisé. De plus, la massification

scolaire a prouvé que l'investissement individuel dans l'éducation pouvait avoir un effet néfaste au niveau collectif, même s'il semblait rentable au niveau individuel. La rentabilité de l'investissement dans l'éducation est alors amoindrie. De plus, la sociologie critique a montré autour de Pierre Bourdieu que l'école est une instance de reproduction sociale car elle valorise des dispositions qui sont socialement situées. À investissement égal dans l'éducation, deux élèves venant de milieux sociaux différents peuvent avoir des résultats eux aussi radicalement différents et ainsi ne pas constater la même rentabilité de leur investissement.

Quelle rentabilité peut-on alors attribuer à l'investissement dans l'éducation ?

Investir dans l'éducation apparaît comme un comportement rentable autant du point de vue de l'individu, en raison de l'importance du diplôme aujourd'hui, que de celui de l'État, en raison des externalités positives dégagées par l'école. Cependant la rentabilité de cet investissement est inégale et varie en fonction des choix d'investissement. Il se trouve que ces choix sont socialement situés ce qui amène alors à postuler l'existence d'une rentabilité inégale de l'investissement dans l'éducation selon la position sociale. Enfin, la rentabilité de l'investissement scolaire est tributaire du modèle social en place et de la structure de la société.

Investir dans l'éducation est un comportement qui semble aujourd'hui rationnel en raison de sa rentabilité. Cet investissement est rentable au niveau individuel et du point de vue de l'État et est lié à une certaine "visibilité scolaire".

en France.

L'investissement dans l'éducation est rentable au niveau de l'individu car celui-ci est indispensable pour trouver un emploi.

L'enquête "Formations et emplois" de l'INSEE datant de 2018 (document 3) eschibe une corrélation entre la détention d'un diplôme et le fait d'avoir un emploi. Ainsi le taux d'emploi chez les personnes non-diplômées est de 27,6% soit quarante points de pourcentage en dessous du taux d'emploi moyen qui est de 67% pour les personnes sortis depuis un à quatre ans de formation initiale. A contrario, le taux d'emploi moyen des diplômés du supérieur sortis depuis un à quatre ans de formation initiale est de 82,1%. Le taux d'emploi est une fonction croissante du niveau de diplôme. De plus, l'enquête INSEE mentionne que la détention du diplôme devient pour les hommes encore plus rentable à long terme : le taux d'emploi chez les diplômés du supérieur sortis depuis onze ans ou plus de leur formation initiale est de 83,7%. Le diplôme est donc un élément essentiel et nécessaire pour obtenir un emploi ce qui engendre un changement d'attitude des jeunes des classes populaires vis-à-vis de l'école. En 1977, Paul Willis décrit leur désinvolture et leur insolence face à l'institution scolaire dans L'École des ouvriers. En 2010, Tristan Poullaouec mentionne qu'un changement s'est opéré dans Le Diplôme, arme des faibles : ces jeunes s'impliquent et s'investissent plus dans leur ~~se~~ cursus scolaire dans l'espoir de décrocher un diplôme. Le diplôme est une composante essentielle du capital humain tel qu'il est défini par Gary Becker en 1964 (Human capital) comme étant un ensemble de connaissances, de talents, de capacités accumulés par l'individu et qu'il peut mettre à profit.

# Copie anonyme - n°anonymat : 554110

Emplacement QR Code	Filière : B1L	Session : 2022
	Épreuve de : Sciences sociales	
Consignes	<ul style="list-style-type: none"><li>• Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer</li><li>• Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir</li><li>• Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)</li><li>• Numérotter chaque page (cadre en bas à droite)</li><li>• Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre</li></ul>	
<p>Michael Spence, dans son article "Job Market Signaling" expose la théorie des signaux. En raison de l'asymétrie d'information que'il y a entre l'employeur et celui qui cherche du travail, l'individu que l'employeur décide d'embaucher est comme "un billet de loterie". Le choix d'embauche se fonde alors sur les informations dont l'employeur dispose qui représentent des "signaux". Un des signaux principaux est le diplôme : ... M. Spence parle d'"effets-parchemin" du diplôme pour mettre en avant le manière dont le niveau de diplôme d'un individu est lié aux salaires qu'on lui propose.</p> <p>Pour M. Spence, l'investissement dans l'éducation, les "coûts de signalisation" apparaît comme nécessaire pour trouver un emploi. L'investissement dans l'éducation apparaît alors comme rentable au niveau de l'individu.</p> <p>Si l'État subventionne l'école, c'est que cet investissement lui semble rentable pour plusieurs raisons. L'école dégage des externalités positives en cela que son bénéficiaire au niveau social est supérieur à son bénéficiaire au niveau privé. Cela veut justifier l'investissement croissant de l'État dans l'école.</p> <p>Le document Repères et références statistiques publié en 2021 (document 1) montre le d'un élève en France. Celui-ci a doublé pour un élève de</p>		
		5/12

premier degré, a été multiplié par 50% pour un élève du second degré et a également augmenté pour un élève du supérieur, passant de 8 620 € par an à 11 530 € par an entre 1980 et 2019. Le coût important est donc pris en charge en grande partie par l'État qui fait le choix d'investir dans l'éducation de ses citoyens, à la fois dans les écoles privées et publiques. Les externalités positives liées à l'école sont l'amélioration de la croissance économique grâce à l'accumulation d'un meilleur capital humain via l'école ainsi qu'une meilleure conformité des citoyens aux normes, qu'unelques l'école, ce qui réduit les risques de déviance. L'État arbitre alors entre les différents niveaux scolaires et établissements pour maximiser

les effets de ses subventions. La note d'information n° 1938 du Ministère de l'Éducation Nationale datant d'octobre 2019 mentionne que l'État est une source de financement importantes des écoles publiques et privées pour le 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré mais subventionne, pour ce qui est du supérieur, l'enseignement seulement à hauteur de 8% parmi les autres subventions. Pour le supérieur privé, l'État injecte moins d'aide pour éviter ~~de~~ les effets d'aubaine c'est-à-dire de subventionner des comportements qui auraient eu lieu sans l'aide de l'État car ces études <sup>supérieures</sup> privées sont l'apanage des populations les plus aisées. Les subventions de l'État témoignent d'une rentabilité présumée de l'investissement dans l'éducation.

Le diplôme devient donc un élément crucial une fois cette rentabilité de l'investissement dans l'éducation établie ce qui

donne lieu en France à une certaine "cuspation scolaire" (M. Duru-Bellat). Les individus développent alors des stratégies, ce qui est une autre forme d'investissement, essentiellement temporel, dans l'éducation. Lorenzo Baulaut-Stella s'intéresse aux stratégies mises en œuvre par les familles pour déjouer la carte scolaire et garantir l'accès à un établissement ayant une belle renommée à leurs enfants (document 7). Il parle d'un "rapport investi" à l'école car ces familles ne disposent pas d'une information transparente sur la qualité des établissements et ont besoin de temps pour élaborer leurs stratégies. Déjouer la carte scolaire sans passer par l'enseignement privé représente un arrangement entre les valeurs de ces familles et la garantie d'une bonne éducation pour leurs enfants. Pour ces familles, l'investissement dans l'éducation est rentable car il permet l'obtention d'un bon diplôme qui est perçu comme le minimum, la "barrière" au sens d'E. Goblou, pour entrer sur le marché du travail.

Pour l'État comme pour les individus, l'investissement dans l'éducation semble rentable. Cependant, le développement de stratégies ou encore l'école comme une "machine à trier" (M. Duru-Bellat) témoignent que l'investissement dans l'éducation ne donne pas toujours lieu à la même rentabilité.

L'investissement dans l'éducation est plus ou moins rentable selon le type d'éducation investie. Or les choix qui orientent l'investissement sont des choix socialement situés, ce qui amène à postuler une rentabilité inégale selon la position sociale.

Le choix des filières se fait à partir de dispositions socialement situées car ces filières n'ont pas toutes la même rentabilité. L'enquête INSEE Première de 2010 (document 4) met en avant le fait qu'à niveau de diplôme égal, le salaire varie en raison de la différence de rémunération des filières. La rémunération des travailleurs dans une filière est liée à la rareté relative de ces travailleurs, à la hiérarchisation <sup>symbolique</sup> des filières, au fait que le filière soit ou non un secteur d'avenir. Ces raisons expliquent que deux personnes titulaires d'un bac professionnel peuvent avoir des différences de salaire importantes. Ainsi le salaire médian d'une personne travaillant dans la catégorie "coiffure, esthétique" est de 1100 € tandis que le salaire médian d'une personne qui travaille dans la catégorie "électricité, électronique" est de 1410 €. Or le document montre que les femmes sont surreprésentées dans ces filières moins rentables. La part des femmes parmi les travailleurs dans la catégorie "coiffure, esthétique" titulaires d'un bac professionnel est de 92% tandis qu'elle ne est que de 2% dans la catégorie "électricité, électronique". Baudelat et Establet dans Allez les filles! (1992) expliquent la surreprésentation des femmes dans les filières les moins rentables par des dispositions socialement genrées tels que la compétition et l'estime de soi, dispositions issues d'une socialisation masculine, qui ne poussent pas les femmes dans les filières les plus rentables. Cela constitue une explication à la différence de coûts et bénéfices de l'obtention d'un diplôme <sup>du supérieur</sup> en fonction du sexe exposés par l'enquête "Regards sur l'éducation" de 2021 (document 5).

Les coûts et bénéfices de l'obtention d'un diplôme varie selon le sexe et le pays. Dans la majorité des pays les coûts sont un plus élevés pour les hommes <sup>que pour les femmes</sup> mais les bénéfices sont



# Copie anonyme - n°anonymat : 554110

Emplacement  
QR Code

Filière : BIL

Session : 2022

Épreuve de : Sciences sociales

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

bien plus élevés pour les hommes que pour les femmes. Ainsi en France, un diplôme du supérieur procure un bénéfice total de 380 000 USD pour un homme et de 280 000 USD pour une femme. Les coûts plus élevés de l'obtention d'un diplôme du supérieur peuvent s'expliquer par la meilleure rémunération des hommes à cause de discrimination genrée sur les salaires qui avoisinent, toutes choses égales par ailleurs, une différence de 6% en France. Or en étudiant, l'homme ne touche pas ce salaire ce qui explique une plus grande ampleur du coût d'opportunité pour lui. Quant à la différence de bénéfices selon le sexe, celle-ci s'explique en partie par la chose de filières plus rentables de la part des hommes. Ainsi l'investissement dans l'éducation, même s'il résulte en un même niveau de diplôme ne débouche pas sur la même rentabilité selon le sexe, ce qui amène à constater une rentabilité inégale de l'investissement dans l'éducation.

L'école est un lieu de reproduction sociale comme l'a décrit la sociologie critique. Raymond Boudon (qui n'appartient pas au courant bourdieusien) met en avant dans L'Inégalité de chances la présence d'un calcul coûts-avantages à chaque étape de l'orientation pour décider de continuer ou non

les études. Le calcul est effectué à partir d'une rationalité située : les avantages sont envisagés à partir du "champ des possibles de l'individu". Ainsi les <sup>jeunes des</sup> classes populaires n'investissent moins que celles des classes supérieures en raison d'une rentabilité qui leur semble plus faible. P. Bourdieu montre dans La Reproduction que cette rentabilité est en effet plus faible puisque l'école valorise des dispositions socialement situées qui sont celles des classes supérieures et en valorisant la "culture savante" elle légitime les inégalités sociales en produisant une hiérarchie effective en délivrant un diplôme. Sophie Orange (document 8) montre que les étudiants qui se retrouvent en STS ont des dispositions qui les orientent vers "l'autre enseignement supérieur", moins valorisé et éloigné de la culture savante. La position sociale semble un critère déterminant de choix d'investissements d'éducation qui seront rentable ou non. Il semble donc exister une rentabilité différente de cet investissement selon la position sociale.

La rentabilité de l'investissement scolaire est également tributaire du modèle social en place. L'enquête Regards sur l'éducation montre que les coûts et bénéfices de l'obtention d'un diplôme du supérieur varient selon le pays. Les pays nordiques par exemple présentent de faibles coûts ~~et~~, notamment en raison de ce que Gosta Esping Andersen présente comme un régime "social-démocratique" qui est en place et qui permet une protection universelle et des

Jeunes finançant les études (Les Trois mondes de l'État - Pradel, 1993). De plus, la rentabilité collective de l'investissement dans l'éducation dépend de la structure de la société. Ainsi la massification scolaire dans les années 1980-1990 en France a ~~donné~~ <sup>à</sup> exposé un paradoxe : avoir un meilleur diplôme que son père ne permettait pas d'obtenir un meilleur emploi. C'est le paradoxe d'Andersen. Stéphane Beaud enquête sur ces jeunes qui en sont victimes dans 50% au bac et après ? La génération de la démocratisation scolaire. Si la démocratisation scolaire a donné lieu à une "inflexion scolaire" (Boudon) alors même que l'investissement dans l'éducation à titre privé semble rentable c'est en raison d'une bipolarisation des emplois dans la société actuelle avec des emplois très bien rémunérés et demandant un haut niveau de qualifications et des emplois à l'inverse demandant peu de qualifications et étant peu rémunérés. L'investissement dans l'éducation, que ce soit de la part d'un individu ou de l'État, est plus ou moins rentable selon la structure de la société et du marché du travail.

Investir dans l'éducation semble être un comportement rationnel étant donné l'importance qu'a pris le diplôme et le rôle de "signal" qui est le sien. L'État investit dans l'éducation également et car cela lui paraît rentable au vu des externalités positives dégagées par l'école. Cependant, l'investissement dans l'éducation n'a pas une rentabilité intangible. Cette rentabilité ~~est~~ ~~est~~ dépend des choix qui sont effectués et ceux-ci

étant largement guidés par des appartenances sociales cela conduit à avoir une répartition inégale et des capitaux humains déséquilibrés selon le position sociale, le genre et les individus. Le modèle social ainsi que la structure de la société jouent aussi un rôle important car ils orientent les effets de l'investissement dans l'éducation.